

## **Compte rendu du CHSCT extraordinaire**

**du 06 février 2020**

Depuis deux ans les agents de la DGADS se mobilisent pour :

- Le respect du protocole de remplacement des absences signé avec les organisations syndicales
- Le maintien du Service Public sur tout le territoire
- Des moyens suffisants pour effectuer ses missions de service public.

De nombreuses actions de mobilisation ont eu lieu : grèves, manifestations lors du vote du budget, présence massive aux HMI proposées par l'intersyndicale CFDT CGT SUD qui dénonçaient également le limogeage des directeurs et l'absence de vision globale d'une politique départementale.

L'Audit réalisée à la demande du Politique n'est pas une réponse à toutes ces revendications

Lors de ces mobilisations beaucoup d'agents, de tous les services, tous les territoires, ont souhaité que leur parole, leur difficultés quotidiennes soient enfin entendues et prise en compte par les politiques et la direction.

A la demande de l'intersyndicale, un CHSCT extraordinaire a été organisé, 36 experts de tous les services de la DGADS ont été nommés, 13 courriers de différentes équipes ont été donnés au Président de la l'instance et à la DGS.

En préambule l'intersyndicale a resitué le contexte et l'historique qui nous amenaient ce jeudi 6 février en instance.

Puis le cabinet d'expertise KPMG a représenté les conclusions et préconisations de l'audit du social.

Mme la DGS a ensuite pris la parole. Elle constate que les évolutions importantes dans le social ont toujours été issues des luttes et grèves des agents.

Elle assume le renouvellement de l'équipe de direction afin de créer un collectif pour porter l'audit. Elle dit souhaiter un management qui change, qui soit dans la confiance, participatif, voire à distance. Les équipes et

les gens de terrain doivent pouvoir s'approprier les évolutions dans un travail avec les directeurs et les chefs de service.

Elle dit être consciente que le changement peut engendrer des risques et travaille sur un plan d'action concernant les risques psycho sociaux.

Elle dit être consciente des actions à faire sur la sécurisation des CMS et des agents trop souvent confrontés à des violences extérieures

Elle ne trouve pas normal que l'administration ne réponde pas aux agents qui écrivent aux directeurs et souhaite remettre de l'humanité dans les réponses. Elle dit qu'il faut s'interroger sur le fort absentéisme en lien avec les conditions de travail.

Tous les agents présents qui l'ont souhaité ont pu témoigner, s'exprimer sur leurs difficiles conditions de travail et demander, entre autres, que le protocole de remplacement soit systématiquement respecté, que les CDD soient au moins de 6 mois pour permettre d'être associé à toute les missions, que le tuilage des départs à la retraite soit effectif, ainsi que l'abandon des notes d'opportunité (sauf pour les demandes de renforts) ...

Agents de terrain de tous les territoires, de l'Aide Sociale à l'Enfance, Protection Maternelle et Infantile, Service Social Territorial, Service Territorialisé de l'Insertion, Service Territorialisé de l'Autonomie, MDPH, tous, porte-parole de leurs équipes ont pu exprimer leur quotidien.

En conclusion beaucoup de questions restent sans élément de réponse, et aucun calendrier ou échéance ne sont avancés à ce jour. Les constats sont là mais rien de concret, ni d'engagement réel de l'administration n'émerge.

Mme la DGS propose alors en accord avec le Président de l'instance de reconvoquer l'assemblée fin mars, début avril sous la même forme, pour faire retour aux agents des problèmes énoncés et de donner un « phasage », un « timing » sur la mise en œuvre de l'audit.

Membres CHSCT CFDT CGT SUD